

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 13

25^e année • mercredi 30 mars 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

BARRAGE À AVS 21

Vendredi dernier l'alliance «Pas touche à nos rentes!» a remis à la Chancellerie fédérale le référendum contre AVS 21 soutenu par 151 782 personnes. De quoi ériger un imposant mur de cartons remplis des signatures des opposants à la réforme. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Un système indéfendable

Sonya Mermoud

Faut-il consolider la forteresse Europe qui en demeure bien une pour une majorité d'exilés hors continent? Notre pays, membre de l'Espace Schengen, doit-il augmenter son soutien à la politique mortifère de verrouillage des frontières extérieures de l'UE? Engager des moyens accrus pour refouler des migrants dont le seul crime consiste à fuir des conflits ou la misère, à nourrir l'espoir d'un avenir meilleur? Des questions auxquelles devront répondre les citoyens appelés à se positionner le 15 mai prochain sur l'élargissement de la participation helvétique à Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes chargée de barrer les routes migratoires. Le gouvernement entend en effet engager des ressources financières et humaines supplémentaires dans cette structure. Des 24 millions de

francs versés en 2021, la contribution passerait à 61 millions de francs en 2027, le nombre de postes de 6 à 40. Une volonté combattue par référendum. Pas question pour les opposants réunissant une large coalition d'ONG, de partis, d'Eglises, d'accroître le poids d'une agence controversée qui n'a cessé de monter en puissance. Depuis sa création en 2005, cette dernière, notent-ils, a rallongé son budget de quelque 6 millions à... 11 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Son contingent permanent devrait atteindre 10 000 hommes. Des forces d'intervention possédant leurs propres armes, embarcations, avions et drones. Une armée inquiétante hors de contrôle démocratique accusée d'accroître la dangerosité des parcours de fuite et épinglée à plusieurs reprises pour des violations des droits humains et des refoulements illégaux. Des agissements directs et indirects suffisamment graves pour que, l'automne passé, le Parlement européen demande un gel d'une partie de ses fonds. Pas de quoi générer d'états d'âme de la Confédération qui espère convaincre les votants en insistant sur l'engagement de 40 observateurs des droits fondamentaux. Le gouvernement affirme en outre qu'un refus des citoyens se traduirait par une exclusion de la Suisse des accords Schengen/Dublin. Une issue qui n'est pas inéluctable. Mais l'argument permet dans tous les cas d'attiser la peur sécuritaire et de l'asile. Des craintes aussi entretenues par Frontex effectuant des «analyses de risques». Toujours ce même discours

associant la migration à un danger. Ce narratif bien rôdé et inversant, non sans cynisme, les rôles entre les personnes cherchant protection et leurs hôtes potentiels. Frontex participera en outre davantage aux renvois de requérants déboutés contraints de quitter le territoire. Ces indésirables qui ne répondent pas aux critères toujours plus sévères d'accueil. Et ce sans que l'on s'interroge sur les responsabilités occidentales, pourtant bien réelles, dans les motifs de fuite... La seule position humainement défendable aujourd'hui est le rejet d'un renforcement d'un régime frontalier qui bafoue le droit et criminalise les exilés. Il s'agit d'ouvrir des voies d'accès sûres, de réinstaurer la possibilité de déposer des demandes d'asile dans les ambassades, de délivrer plus largement des visas humanitaires. En d'autres termes, d'entreprendre des réformes propres à mettre un terme à la violence. Un Non le 15 mai soutient cette idée. La solidarité manifestée aujourd'hui à l'égard des réfugiés ukrainiens – qui, dans leur malheur, ont la chance de présenter le bon profil – ne doit pas nous faire oublier d'autres réalités: les dizaines de milliers de morts en Méditerranée, la torture d'exilés dans les camps libyens, les renvois illégaux et la souffrance sur la route des Balkans ou en mer Egée. La défense des valeurs qui font l'Europe passe par le respect de toutes les personnes sollicitant sa protection, indifféremment de leur nationalité. ■

PROFIL



Yvon Csonka, le pôle Nord en attraction.

PAGE 2

MOBILISATION

Travailler moins pour vivre mieux.

PAGE 5

UKRAINE

Témoignage d'une syndicaliste réfugiée.

PAGE 6

CONSTRUCTION

De l'utilité de la lutte.

PAGE 9

Aline Andrey

«**C'**est par les yeux des autres qu'on découvre le monde qui nous entoure.» L'anthropologue Yvon Csonka s'adresse au photographe, devant la gare de Neuchâtel, qui le fait poser près de poteaux qu'il n'avait jamais remarqués auparavant. En cette journée où le sable du Sahara a franchi la Méditerranée, une idée l'a traversé en voyant le ciel ocre: à quoi peut ressembler un nuage atomique? Il pense à ses amis russes des villages sibériens, et à la suspension toute récente des travaux du conseil de l'Arctique – organisme qui réunit huit pays dont la Russie, des associations de peuples autochtones et des pays observateurs. Yvon Csonka y représente la Suisse dans son Groupe de travail sur le développement durable. Membre de la Commission suisse de recherche polaire, il collabore de surcroît régulièrement avec le Swiss Polar Institute. Sa carrière est dense, résolument tournée vers le Grand Nord, pour celui qui est pourtant né de l'autre côté du monde...

DE L'AUSTRALIE AU CANADA

Mais reprenons. Dans son appartement neuchâtelois décoré de peintures inuits, de peaux de phoque et de renne, Yvon Csonka raconte avec générosité et humilité son riche parcours. De père hongrois réfugié en Suisse et de mère vaudoise, il naît en Australie. Deux ans après, sa famille revient s'installer à Neuchâtel.

Après des études en sociologie – en attendant d'entrer dans une école de luthier qu'il ne commencera finalement jamais – et son école de recrue que le pacifiste détestera, il s'envole pour les États-Unis par goût de l'aventure. Sans date de retour, il restera trois ans à New York, où il travaille notamment comme chauffeur de limousine.

Fatigué des buildings, cet amoureux de nature revient en Suisse. Le jeune homme est alors engagé dans des fouilles archéologiques au bord du lac de Neuchâtel. Puis, obtient une bourse du Fonds national pour étudier entre Paris, Québec et un petit village Ahiamut, des Inuits du Canada. Il récolte des témoignages, reconstitue l'histoire de ce peuple. «C'est la partie la plus intéressante de ma vie, résume Yvon Csonka. Ce n'était pas facile, mais merveilleux.» Logé chez un couple âgé d'Inuits, l'étudiant apprend la langue et intègre les mœurs, comme ne pas sortir par temps de blizzard – sous peine de se perdre et de mourir de froid –; cligner brièvement et imperceptiblement des yeux pour dire oui; soulever légèrement le nez pour dire non; ou encore s'inviter chez les gens sans prévenir, ni dire bonjour, et se servir lui-même le thé amer à force d'être bouilli. «Les expressions de politesse n'existent pas, mais ils ont l'art de mettre les gens à l'aise en les impliquant dans leurs activités. La pire punition chez les Inuits, c'est d'ignorer quelqu'un. Ils ont un sens de l'humour extraordinaire,

savent rire d'eux-mêmes, des autres et même des drames. Ils vivent l'instant présent, car la mort peut frapper à tout moment. Face à cet avenir incertain, ils ont tendance à ne pas s'attacher aux choses matérielles.» Sa logeuse, par exemple, dépensait souvent sa pension le jour même où elle la recevait en victuailles pour sa famille étendue ou en jouant aux cartes.

«Je lui faisais office de chauffeur avec ma motoneige quand elle allait voir ses amis. Elle me présentait comme son fils adoptif. Pour les Inuits, les relations familiales ne sont pas liées au sang seulement. Et je crois qu'elle était assez

fière de pouvoir donner des ordres à un Blanc.» Il sourit, Yvon Csonka, lui qui s'est vu rebaptisé de plusieurs noms comme *Hikhigjuaq* (la grande marmotte) ou encore *Qahalluaq*. «Le nom est toujours relié à un ancêtre. C'est une protection spirituelle.»

DE LA SIBÉRIE AU GROENLAND

En 1991, son doctorat en poche, Yvon Csonka se voit proposer une expédition scientifique au nord-est de la Sibérie. C'est à cette occasion qu'il rencontre Olga, sa future épouse. Etudiante à Saint-Petersbourg, elle vient de la Tchoukotka, vers le détroit de Béring.

Le voyage s'arrêtera plus tôt que prévu, car leur navire est stoppé au moment du putsch contre Gorbatchev. Entre mutinerie, espionnage et rapatriement secret, ce voyage à lui seul mériterait un roman, dont un long chapitre se déroulerait dans le village d'éleveurs de rennes d'Olga.

Quelques mois plus tard, elle le rejoint en Suisse. Yvon Csonka travaille alors entre Neuchâtel, un site archéologique «extraordinaire» dans la Tchoukotka et Moscou. Ils se marient, leur fille Alissa naît, et la famille part s'installer au Groenland. Il occupera la chaire d'anthropologie de l'unique université du

pays pendant huit ans, ayant à cœur de former les jeunes Groenlandais et de leur laisser la place. «J'ai accompagné la première étudiante groenlandaise à obtenir un doctorat dans cette université. Elle m'a succédé, avant de devenir rectrice», explique-t-il avec un sentiment de mission accomplie.

Amoureux des paysages dénudés «le plus loin des routes carrossables», entre roche, glace et aurores boréales, l'anthropologue voyage aussi en Alaska et en Scandinavie, chez les Sami. «L'Arctique est comme un gros village, les gens s'y parlent beaucoup malgré les énormes distances. Ses habitants sont confrontés aux changements climatiques et à l'exploitation des matières premières. Mais aussi à la pauvreté, aux logements insalubres, aux problèmes de santé...»

Reste qu'Yvon Csonka pense que tradition et modernité peuvent cohabiter harmonieusement. «L'assimilation a été maximale au milieu du XX^e siècle, avec les internats, la sédentarisation, les humiliations. Au Canada, le gouvernement tuait les huskies pour que les hommes n'aillent plus chasser! Dans les années 1970, il y a eu un sursaut, des revendications d'autonomie. Peu à peu, ils reprennent le contrôle de leur destinée et retrouvent leurs traditions qui, comme dans toutes les cultures, évoluent...» ■



OLIVIER VOGELSANG

Chauffeur de limousine à New York ou de motoneige au Canada, Yvon Csonka aime surtout la marche loin des sentiers battus.

LE PÔLE NORD EN ATTRACTION

Depuis une quarantaine d'années, l'anthropologue neuchâtelois Yvon Csonka se passionne pour les peuples du cercle polaire

1 + 1 = 11
David Prêtre/Albedo



Monochrome blanc
repeint
avec le cœur.

UN MUR CONTRE AVS 21!

C'est un record: 151 782 signatures ont été remises à la Chancellerie fédérale contre la réforme AVS 21 et la hausse de l'âge de la retraite des femmes

Sylviane Herranz

Le chiffre est impressionnant. Il est à la mesure de l'opposition massive au projet de «stabilisation» de l'AVS: 151 782 personnes ont signé le référendum contre AVS 21 qui prévoit de rehausser l'âge de départ à la retraite des femmes à 65 ans. Un nombre qui bat tous les records. C'est avec un mur de cartons, d'une hauteur jamais vue jusque-là, que les signatures ont symboliquement été rassemblées par l'alliance «Pas touche à nos rentes!», avant d'être remises à la Chancellerie fédérale vendredi dernier. Il exprimait le barrage à ne pas franchir, faute de quoi l'âge de la retraite de tous les salariés sera tiré vers le haut. Plusieurs représentants de l'alliance ont pris la parole face aux nombreuses personnes réunies pour l'occasion. Après avoir rappelé que la réforme était un affront fait aux femmes, Vania Alleva, présidente d'Unia, a souligné qu'AVS 21 «est aussi le début d'un véritable démantèlement de la prévoyance

vieillesse», la droite préparant un «nouveau vol des rentes dans le 2^e pilier». Il est dès lors d'autant plus important de repousser AVS 21, «afin de pouvoir aborder le véritable problème de l'AVS, à savoir que les rentes doivent suffire pour vivre». «Il faut des rentes plus élevées, pas un âge de la retraite plus élevé», a-t-elle conclu, évoquant l'initiative syndicale pour une 13^e rente. Présidente du Syndicat des services publics, Katharina Prelicz-Huber a expliqué que «si l'égalité des salaires ancrée dans la Constitution était enfin appliquée», il y aurait 825 millions de francs en plus dans les caisses AVS, soit autant que ce qu'AVS 21 compte gagner sur le dos des femmes en les faisant travailler un an de plus. Elle a également appelé à un rattrapage du niveau des rentes des bas salaires et de nombreuses femmes: «La rente AVS moyenne est tout juste de 1787 francs et celle de la caisse de pension de 1692 francs. Quant à la rente médiane résultant des deux rentes réunies, elle se monte à 3459 francs. Ce n'est pas une



Tombée de rideau sur le mur de cartons impressionnant remplis de signatures récoltées contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes. Un signal fort...

rente de luxe!» Et d'ajouter que les rentes des femmes sont inférieures d'un tiers à celle des hommes et qu'un quart des retraitées ne vivent qu'avec l'AVS, «c'est-à-dire au-dessous du minimum vital». Une situation dénoncée par les collectifs de la Grève féministe engagés aux côtés des syndicats et du Parti socialiste suisse dans l'alliance. Marie Jolliet a fait remarquer que la réforme pénalisait toutes les femmes actives en première ligne, celles qui soignent, qui ont des conditions de travail pénibles, qui

assurent le travail de *care*, et qui bien souvent sont des migrantes. Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, est revenu sur la place cruciale de l'AVS, la solidarité entre générations qu'elle permet, ainsi que sur les possibilités de financement existantes (voir aussi ci-dessous). Il a annoncé que la bataille qui débute «sera rude», face à des puissances économiques déterminées, telles que les banques et les assurances voulant placer leurs lucratifs 3^e piliers.

La lutte se tranchera dans les urnes, probablement le 25 septembre. Et, comme le résumait les collectifs de la Grève féministe: «On ne lâchera rien pendant les semaines à venir et jusqu'à la votation, nous allons continuer d'informer, de former et de nous mobiliser.» ■

Plus d'infos sur: uss.ch/actualite

La redistribution des richesses au cœur du combat

Les retraités d'Unia Fribourg se sont réunis pour débattre des réformes en cours de la prévoyance vieillesse avec Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse

Textes Sylviane Herranz

Journée ensoleillée et hôte de marque pour les retraités et les retraités d'Unia Fribourg mercredi passé. Ils se retrouvaient pour leur assemblée annuelle au Chalet de l'Entraide ouvrière au Pâquier-Montbarry, après deux années peu actives en raison de la pandémie. Pierre-Yves Maillard, Fribourgeois d'origine, Vaudois d'adoption et président de l'Union syndicale suisse (USS) avait gravi ce jour-là les premières pentes du Moléson pour y parler de réformes des retraites. Après un accueil chaleureux et en musique, la cinquantaine de personnes présentes ont suivi avec attention chacune des paroles du chef de l'USS. «Nous sommes partis pour trois à quatre ans de lutte. Et dans cette lutte, on ne parle pas des "retraités", on parle de l'organisation de la société, de la distribution des richesses. C'est ça le sujet», a-t-il lancé, rappelant à ses auditeurs que ce sont eux, hier, et les travailleurs d'aujourd'hui

qui produisent les richesses. «Le salaire, c'est une partie de la redistribution. Une autre est destinée aux services publics et à la sécurité sociale, donc aux retraites. Une troisième va à ceux qui possèdent les richesses, avec les dividendes.» Si l'AVS est attaquée, a-t-il ajouté, c'est parce qu'elle est «le plus formidable instrument de redistribution». Pierre-Yves Maillard a ensuite démonté l'argument de la droite qui prétend qu'augmenter l'âge de la retraite des femmes, puis de tous, est une question de démographie: «Si les élus bourgeois avaient eu le même raisonnement dans les années 1970, on travaillerait jusqu'à 71 ans aujourd'hui! Au lieu de ça, ils ont doublé les rentes. Ce qui compte, c'est que la masse salariale augmente aussi vite que l'espérance de vie.» Tout a ensuite basculé, vers 1990, avec le néolibéralisme souhaitant balayer le système de redistribution. «Depuis, dans le monde entier, tous les systèmes de retraite sont attaqués. Or, il est possible de maintenir l'AVS. Des solu-

tions de financement, il y en a. C'est pour cela que l'on ne peut pas accepter la hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans», a-t-il avancé, soulignant que les rentes sont aujourd'hui insuffisantes.

FOLIE DANS LE 2^e PILIER

La situation s'aggrave aussi dans les caisses de pension. «Une personne qui partira à la retraite en 2025 aura 20% de pension en moins avec le même capital! Si elle pensait toucher 2000 francs par mois de sa LPP, elle n'aura que 1600 francs. Pourquoi? Parce que la folie s'est emparée du monde du 2^e pilier.» Et d'expliquer que la baisse des taux d'intérêt et de la valeur des obligations depuis la crise de 2008 a conduit à une baisse du taux technique, soit du rendement du capital de prévoyance, alors que celle des actions et de l'immobilier explosait. «Ils disent qu'il n'y a pas assez d'argent pour payer les retraites, mais depuis 2008, les caisses de pension ont accumulé 200 milliards de plus, portant les avoirs à 1000 milliards de francs. Elles se sont enrichies et les rentes ont baissé...» Durant ces années, la Suisse a aussi connu «la croissance économique la plus spectaculaire de son histoire, de 30% environ. C'est pourquoi, il est inacceptable de baisser les rentes, il faut au contraire les augmenter, comme le prévoit notre initiative pour une 13^e rente AVS. Même si cela ne comblera pas ce que les jeunes vont perdre dans le 2^e pilier.»

BÉNÉFICES DE LA BNS POUR L'AVS

Autre argument contrecarré, celui qui prétend que les retraités doivent être solidaires des jeunes en acceptant une remise en cause de leurs acquis. «Il faut arrêter de croire que, si on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps. C'est une question de répartition, et les richesses sont là!» Pierre-Yves Maillard a présenté les possibilités de financement dont l'AVS aura besoin à l'avenir, même si elle a fait 2 milliards de bénéfices l'an passé:

hausse des cotisations, taxation des dividendes ou prélèvement sur les bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS). Une dernière option privilégiée par l'USS: «Le bilan de la BNS est passé de 200 milliards à 1000 milliards depuis 2008. En moyenne, elle a fait un bénéfice de 26 milliards par année, et même de 40 l'année dernière. La BNS doit les redistribuer aux cantons et à la Confédération. Mais elle n'en a redonné que 4 milliards par an et 6 milliards l'année dernière.» Et les cantons n'en réclament pas plus... Pour tordre la Constitution, a-t-il ajouté, la BNS a créé une Réserve pour distributions futures. «106 milliards dorment au-

jourd'hui sur ce compte et personne ne sait à quoi l'utiliser. Cela permettrait de financer les 800 millions économisés sur le dos des femmes par AVS 21 durant 130 ans!» Avec son initiative sur la BNS, la faitière syndicale n'en demandera qu'entre 2 et 4 milliards pour l'AVS. Mais le temps est au combat contre AVS 21. Une bataille à mener «dans les têtes», a précisé le président de l'USS: «C'est une question de justice sociale, d'équité. En face, ils vont mettre des millions pour leur campagne. Nous n'avons pas cet argent, mais nous avons le droit et la justice pour nous!» ■

RICHE DÉBAT AUTOUR DES PRÉOCCUPATIONS

À l'heure du débat, de nombreuses préoccupations ont été exprimées. «Comment va-t-on financer l'AVS avec ces robots qui remplacent les salariés?» a lancé un retraité. Pierre-Yves Maillard a rappelé que l'innovation technologique date de plus de deux siècles et que la digitalisation, si elle détruit certains emplois, en crée de nouveaux. «Je ne crois pas à la disparition du travail humain. On aura davantage de retraités ces prochaines années, mais le nombre d'emplois et d'heures travaillées augmente aussi.» Un autre participant a expliqué, dubitatif, qu'il avait été informé d'une petite hausse de l'AVS... mais que, pour l'obtenir, il devait montrer sa feuille d'impôts. «Ils veulent voir si j'ai des économies. J'étais ouvrier, j'ai travaillé toute ma vie et mis quelque chose de côté. Et maintenant, ils serrent la vis...» «Beaucoup de gens perdent leur emploi à 60 ans et les services sociaux les obligent à prendre leur retraite deux ans avant, ce qui veut dire une baisse de leur rente de 6,8% par année», s'est indigné un ancien secrétaire syndical. Le président de l'USS a proposé que les syndicats fassent pression sur les ORP pour qu'ils informent ces personnes de la rente-pont introduite au niveau fédéral, tout en signalant que les critères d'obtention sont encore très stricts comparés à ceux existant dans le canton de Vaud. Président du groupe d'intérêts des retraités d'Unia Fribourg, Pierre-Alain Charrière s'est interrogé sur les prévisions alarmistes sur l'AVS. «Depuis Couchepin, les autorités font des prévisions catastrophiques. Alain Berset avait aussi prévenu en 2014 que, sans PV 2020, il n'y aurait plus d'argent. Or, en vingt ans, le fonds AVS a doublé de 20 à 40 milliards! Ces calculs sont-ils réels, quelque chose est-il tracé?» «Qu'influence un conseiller fédéral?» a répondu Pierre-Yves Maillard, expliquant par le menu être «descendu à la mine», lorsqu'il était conseiller d'Etat, pour voir comment ses services calculaient les effets des subsides LAMal. «L'administration ne change pas parce qu'un nouveau conseiller fédéral arrive», a-t-il défendu. «On essaie de bricoler des choses dans le 1^{er} pilier, mais si on prenait 2% de cotisations versées à la LPP pour l'AVS, on aurait des rentes supérieures à 3000 francs par mois. On pourrait mettre moins d'argent dans les caisses de pension et plus dans l'AVS», a encore plaidé un retraité. «Nous devons parler d'un changement plus profond du système, mais plus tard, a conclu Pierre-Yves Maillard. Pour l'instant, il y a une attaque, nous sommes dans un combat défensif.» ■



Une cinquantaine de personnes ont participé à la rencontre et fait part de leurs inquiétudes quant à l'avenir des rentes.



Journée d'action pour la réduction du temps de travail
**Le 9 avril :
 tout-e-s à la Grève
 pour l'Avenir !**

unia.ch/greve-avenir **UNIA**

SAMEDI 2 AVRIL, À 13H30

SUR LA SCHÜTZENMATTE À BERNE,
 associations et ONG, syndicats, partis, et communautés
 religieuses appellent à manifester **contre l'invasion
 de l'Ukraine et pour la paix.**

Le départ est prévu de la Schützenmatte (à côté de la gare) à 13h30,
 direction la place Fédérale.

Plus d'informations sur: comite-ukraine.ch



JOURNÉE DE RÉFLEXION AU LOCLE LE MONDE DU TRAVAIL APRÈS LE COVID

Au terme de deux ans de Covid, comment a évolué le monde du travail? Les transformations survenues présentent-elles des risques ou des opportunités? Voilà la thématique qui nourrira la journée de réflexion organisée par Unia Neuchâtel le samedi 2 avril, dès 9h, dans ses locaux rue Crêt-Vaillant 19-21 au Locle. Au menu de cette rencontre, deux exposés et des ateliers. La réunion débutera avec l'intervention d'Aris Martinelli, docteur en socioéconomie à l'Université de Genève, qui abordera la thématique des nouvelles dynamiques générées par la pandémie dans l'organisation des entreprises et la question de la légitimation de la baisse du temps de travail. Daniel Lampart, premier secrétaire et chef économiste de l'Union syndicale suisse, tirera ensuite un bilan de la situation économique après deux années de crise sanitaire. Impacts sur les caisses publiques, télétravail et numérisation, moyens susceptibles d'augmenter la protection des travailleurs figureront au cœur de son exposé. Les mots de bienvenue de Cédric Dupraz, vice-président du Conseil communal du Locle prononcés, et après le repas, les participants se répartiront dans trois ateliers pour approfondir le sujet. Dans l'un seront abordées les nouvelles formes de précarité et de lutte, un autre sera consacré à la santé au travail et aux impacts physiques et psychiques. Un troisième permettra de débattre des difficultés supplémentaires dans l'organisation des salariés (télétravail, atomisation, incertitude...) et les pistes syndicales. Une mise en commun et des échanges clôtureront la réunion. La journée s'adresse à toutes les personnes du canton intéressées par la problématique. Elle vise à créer du lien entre les membres et non-membres du syndicat, les représentants d'organisations des forces de gauche et les militants des mouvements sociaux de tous les horizons afin d'enrichir les réflexions et de renforcer les capacités à relever les défis politiques et sociaux à venir. ■ L'ES

Inscriptions sur: neuchatel.unia.ch ou
 par e-mail neuchatel@unia.ch

GENÈVE

UNIA
 Le Syndicat.

Assemblée générale du gros œuvre

INVITATION

Nous invitons les travailleurs du gros œuvre à la prochaine assemblée générale du secteur qui aura lieu le:

Vendredi 8 avril à 18h.
Au syndicat, ch. Surinam 5, Genève
(salle Daniel Marco).

Ordre du jour:

1. Bienvenue du président.
2. Négociations nationales.
3. Négociations genevoises.
4. Intempéries: négociations avec l'Etat.
5. Mobilisation/lutte.
6. Age de la retraite.
7. Election du comité – statuaire.
8. Divers.

Unia Genève

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
 1005 Lausanne
 Tél. 021 321 14 60
 Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
 Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
 Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR

Nicolas Jacot
JOURNALISTES
 Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
 Aline Andrey, Manon Todesco,
 Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
 Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
 David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
 Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS

39 éditions par an
 Abonnement annuel Fr. 60. –
 Abonnement de soutien Fr. 100. –
forum@evenement.ch
 Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
 Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
 Tirage contrôlé 55 111 exemplaires

Elections au Conseil d'Etat vaudois du 10 avril 2022



Unia Vaud vous appelle à voter pour les candidat-e-s au
 Conseil d'Etat qui partagent nos priorités syndicales telles
 que la protection des travailleurs-ses et de la santé, le salaire
 minimum, les progrès sociaux et l'intégration.

Votez et faites voter pour la liste au Conseil d'Etat avec :

Nuria Gorrite
Rebecca Ruiz
Cesla Amarelle
Vassilis Venizelos

UNIA

TRAVAILLER MOINS POUR VIVRE MIEUX

La Grève pour l'avenir, qui réunit les mouvements climatiques, féministes, syndicaux et associatifs, appelle à manifester le 9 avril pour une réduction du temps de travail sans baisse de salaire

Aline Andrey

«Travailler moins pour polluer moins et vivre mieux!» Le message de la Grève pour l'avenir sera au cœur des manifestations prévues le 9 avril à Lausanne, Genève, Neuchâtel, Berne, Zurich, Delémont, entre autres lieux. Depuis l'été 2019, l'alliance réunit la Grève pour le climat, la Grève féministe, des syndicats, des ONG et des associations, car justice climatique et justice sociale sont indissociables. Une pandémie, une journée d'actions et de nombreuses réunions plus tard, une nouvelle mobilisation se prépare avec pour objectif de thématiser la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Une mesure présentée comme sociale, féministe et écologique, car elle permettrait un meilleur partage des richesses et des emplois, une conciliation harmonieuse entre vie privée et vie professionnelle, davantage de temps libre pour des activités socialement et écologiquement utiles, une diminution du stress dont le coût chaque année se monte à plusieurs milliards de francs pour les entreprises (7,6 milliards de francs, selon le Job Stress Index 2020)...

PARTAGE PLUS ÉGALITAIRE

Au niveau romand, lors d'une conférence de presse organisée à la Maison du peuple à Lausanne, le 22 mars, Emma Schneider du collectif fribourgeois de la Grève féministe rappelle que le travail reproductif, la charge mentale et familiale représentent quatre heures par jour. Autant de tâches portées essentiellement par les femmes. «Qui plus est, ce sont elles les moins bien payées. Le temps partiel est encore majoritairement féminin, synonyme de salaire moindre, d'obstacles à la carrière et de risque de pauvreté encore plus important au moment de la retraite.» Elle rappelle que six femmes sur dix travaillent à temps partiel, contre même pas deux hommes. Or, une baisse du temps de travail généralisée favoriserait un partage plus égalitaire des tâches liées au *care*.

Thomas Bruchez, de la Grève du climat Genève, met en évidence, quant à lui, les effets bénéfiques pour le climat: «Une étude européenne montre que diminuer de 10% le temps de travail permet une réduction de 4,2% d'émissions de gaz à effet de serre; et même de 10,5% si l'on passe d'une semaine de 42 à 31,5 heures. De surcroît, en travaillant moins, il y a davantage de temps pour s'engager dans des projets écologiques et de lutte contre l'exploitation - intrinsèque au capitalisme - de la planète et des travailleuses et des travailleurs.»

REVENDECTION SYNDICALE DE LONGUE DATE

Alexandre Martins, secrétaire syndical d'Unia à Neuchâtel, souligne l'importance de la réduction du temps de travail tout au long de l'histoire des syndicats. «Dès les origines de la révolution industrielle, les travailleuses et les travailleurs ont dû faire face à des conditions de travail absolument révoltantes.» Douze heures de labeur au quotidien, six jours par semaine, sans compter le recours au travail des enfants. Le permanent syndical rappelle aussi que, dès la fin du XIX^e siècle, la revendication centrale a été «8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos». Si ces luttes ont porté leurs fruits, depuis une trentaine d'années, ce mouvement de diminution du temps de travail est bloqué. Alors même que la productivité continue d'augmenter. Unia dénonce l'intensification des augmentations des rythmes et du stress, ainsi que la flexibilisation. «Le temps de travail devient une variable d'ajustement qui doit s'adapter aux impératifs de la production», précise Alexandre Martins. Les salariés vivent ainsi des périodes de surtravail et de repos forcé. Or, l'annulation du travail n'est pas compatible avec la vie quotidienne, notamment en ce qui concerne la garde des enfants. Mais est-ce possible économiquement de diminuer le temps de travail sans baisser les salaires? «La courbe des profits des grandes entreprises progresse bien plus vite que celle des salaires. Les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 25 milliards de francs en 2009 à 39 milliards en 2019

selon le Swiss Market Index», explique le permanent syndical. Quid des petits patrons qui n'ont pas ces marges-là? «Plusieurs modèles doivent être débattus. Ici, je parle en mon nom: peut-être que certains secteurs, et notamment les grandes sociétés, pourraient apporter leur contribution pour faciliter cette transition.» La Grève pour l'avenir n'avance pour l'instant pas de chiffres concernant la diminution du temps de travail, ni les moyens pour y parvenir. «Le calcul n'est pas simple, souligne Thomas Bruchez. Et les revendications doivent venir de la rue et des lieux de travail.»

LES SUISSES TRAVAILLENT TROP

Jusqu'à présent, avec 42 heures en moyenne par semaine, la Suisse est le pays où les horaires de travail sont les plus élevés en Europe. De surcroît, la Loi sur le travail autorise, selon les métiers, à travailler jusqu'à 50 heures. «Il faut encore ajouter que la Loi sur le chômage considère comme convenable un trajet de 2 heures du domicile au lieu de travail, soit 4 heures par jour», s'insurge Alexandre Martins. Quant aux heures supplémentaires: «En 2018, 183 millions

Les travailleurs détachés doivent être soumis aux salaires minimums

Le Conseil national a donné son feu vert à la soumission des employeurs étrangers aux lois cantonales introduisant un salaire minimum

Sylviane Herranz

Bonne nouvelle sur le front de la lutte contre la sous-enchère salariale: le 8 mars, le Conseil national adoptait une modification de la Loi sur les travailleurs détachés obligeant les entreprises venant travailler en Suisse à appliquer les salaires minimums cantonaux. Une décision qui fait suite à la mise en place de lois cantonales dans les cantons de Genève, Neuchâtel, Jura, Tessin et Bâle-Ville. Le projet retourne au Conseil des Etats, qui avait refusé l'entrée en matière en septembre dernier.

Selon la loi en cours, les travailleurs œuvrant pour une entreprise de détachement ne sont pas soumis aux salaires minimums introduits dans les cantons. Elle ne prévoit pour les employeurs que le respect des conditions de travail et de rémunération prescrites

par les lois fédérales, les ordonnances du Conseil fédéral, les conventions collectives de travail de force obligatoire et les contrats-types.

Sur demande du Parlement, le Conseil fédéral a élaboré une modification de la Loi sur les travailleurs détachés pour qu'ils soient soumis eux aussi aux lois cantonales, afin d'éviter la concurrence déloyale et l'inégalité de traitement. Le projet permet par ailleurs de clarifier les domaines de compétence entre droit fédéral et droit cantonal. La majorité du Conseil des Etats n'était pas entrée en matière l'automne passé, arguant notamment que les salaires minimums cantonaux sont des mesures de politique sociale et qu'ils ne ressortent pas des attributions de la Confédération.

Les élus de la Chambre basse en ont décidé autrement, par 106 voix contre 77. Lors d'un premier débat, en décembre,

un conseiller national du Centre avait rappelé qu'au Tessin, des entreprises proposaient des services à des prix « injustement bas », la rémunération moyenne au Piémont voisin et en Lombardie étant de 12 euros l'heure, presque la moitié du minimum tessinois qui est de 20 francs. Lors de la session de mars, l'élue Verte Regula Rytz a appuyé le projet, estimant que la réforme permettrait de mieux protéger les travailleurs temporaires à bas revenus, souvent les plus concernés par cette réforme tant la concurrence est rude dans la branche.

La modification législative prévoit qu'à l'avenir, les entreprises de détachement devront respecter les salaires minimums pour autant que les travailleurs détachés entrent dans le champ d'application de la loi cantonale. La balle est maintenant dans le camp du Conseil des Etats. ■



Le 21 mai 2021, la Grève pour l'avenir appelait à la convergence des luttes (photo). Cette année, le mouvement thématise un axe, celui de la réduction du temps de travail.

d'heures supplémentaires de travail ont été annoncées selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), ce qui correspond à 87 000 emplois à plein temps. Soit environ la moitié du nombre de demandeurs d'emploi inscrits.» Face aux changements à opérer, la Grève pour l'avenir est consciente que le 9 avril n'est qu'une étape d'un long combat. Pour Thomas Bruchez «une mobilisation de masse» est nécessaire contre ceux qui détiennent le pouvoir économique: «Si la grève reste un objectif, l'heure est à la sensibilisation.» ■

Le programme du 9 avril est en cours d'élaboration. A Genève, une manifestation partira de la place Lise-Girardin à 14h. Des stands sont prévus à Vevey, ainsi qu'à Lausanne avant une manifestation à 15h. Des actions sont prévues à La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel où le départ du cortège est fixé à la gare à 16h. A Delémont, une manifestation se déroulera à 13h30.

Plus d'informations sur:
unia.ch/greve-avenir
grevepourlavenir.ch

POING LEVÉ

«CHASSER D'UKRAINE À JAMAIS TOUS LES TYRANS»

Par Jérôme Béguin

Oligarques. On entend beaucoup parler en ce moment des oligarques russes, mais moins de leurs homologues ukrainiens, qui n'ont, pourtant, rien à envier à leurs grands frères. Comme en Russie, une poignée d'individus s'est enrichie dans les années 1990 en faisant main basse sur des entreprises d'Etat. Si l'on en croit la très drôle série *Serviteur du peuple* du président Volodymyr Zelensky, dont la première saison peut être vue sur arte.tv, le pays serait sous la coupe de trois oligarques. La fiction n'est pas très éloignée de la réalité puisque, selon un organisme d'investigation, les dix Ukrainiens les plus riches cumulaient en 2015, année de sortie de la série, pas moins de 13% du PIB du pays. Depuis, la concentration de la richesse a continué de s'accroître. L'homme le plus riche d'Ukraine, Rinat Akhmetov, avait amassé 7,6 milliards de dollars l'année dernière, d'après le magazine *Forbes*. Actif dans l'immobilier, son fils a acquis récemment deux villas à Genève pour 104 millions de francs, a révélé *Le Temps*, après avoir déboursé 200 millions d'euros pour acheter la propriété la plus chère de France, à Saint-Jean-Cap-Ferrat. Les oligarques et leurs proches apprécient l'Europe de l'Ouest. Qu'ils soient Russes ou Ukrainiens, ils envoient leurs enfants dans les mêmes écoles, à Londres et sur les bords du Léman, leurs yachts se croisent sur la Côte d'Azur et ils se retrouvent tous l'hiver à Courchevel. Au point que la presse ukrainienne avait qualifié le Covid de «virus de Courchevel» après que le gotha de l'Est s'est infecté en mars 2020 à «*Kourchevelovo*».

Guerre et misère. Pendant ce temps, un tiers de la population ukrainienne vivait sous le seuil de pauvreté avant le 24 février. Après l'attaque de l'armée russe, des millions d'autres vont les rejoindre dans la misère. Et, malheureusement, quel que soit le vainqueur de ce conflit, et il risque d'y en avoir aucun, la donne ne changera pas pour les travailleurs et les travailleuses. Les oligarques auront beau être russes ou ukrainiens, ils continueront à se gaver sur le dos des mineurs du Donbass, des ouvriers agricoles de Crimée ou des dockers d'Odessa. La guerre, c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas, disait Paul Valéry.

Makhnovtchina. Pour reconstruire l'Ukraine, la fraternité et la solidarité des salariés, c'est un autre avenir qu'il faut réinventer, sans oligarques, sans frontières ni guerres entre les peuples. A l'image de l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne, qui, entre 1918 et 1921, durant la *Makhnovtchina*, s'opposa tout à la fois aux Blancs et aux Rouges et chercha, pour citer les paroles de la chanson écrite par Etienne Roda-Gil, à «chasser d'Ukraine à jamais tous les tyrans». ■

«JAMAIS JE N'AURAIS PENSÉ VIVRE CELA»

Anna Andreeva, syndicaliste à l'IBB à Kiev d'origine russe, a fui l'Ukraine. Réfugiée à Genève, elle nous livre son témoignage sur son exil et la guerre en cours



«L'une de mes plus grandes peurs est de savoir ce qu'il va se passer une fois la guerre finie, pour nos deux communautés, russe et ukrainienne. Va-t-elle nous diviser?» s'inquiète Anna Andreeva.

Propos recueillis par Manon Todesco

Un mois après le début du conflit en Ukraine, on parle de 10 millions de déplacés, dont 4 millions à l'extérieur du pays. Anna Andreeva, syndicaliste de 40 ans à l'Internationale des travailleurs du Bois et du Bâtiment (IBB), est l'une d'entre eux. Le 28 février, elle a quitté Kiev et entamé un périple de 22 jours avec son fils et sa belle-mère pour finalement rejoindre Genève, où se trouve le siège de l'IBB. Son mari, Vasyly Andreyev, le président du syndicat des travailleurs de la construction et des matériaux de construction d'Ukraine (PROFBUD), est toujours sur place. Originaire de Saint-Petersbourg, elle avait quitté la Russie en 2012 pour s'installer dans la capitale ukrainienne par amour. Aujourd'hui, son seul souhait est que cette guerre injuste prenne fin. Entretien.

QUESTIONS RÉPONSES

Quand avez-vous su qu'il fallait partir?

Nous avons quitté Kiev quatre jours après le début de la guerre, quand les bombardements et les explosions ont commencé à se rapprocher. Je suis partie en voiture avec mon fils, Gherman, 4 ans, et la mère de mon mari. Quitter le pays nous a pris deux jours, car les checkpoints sont nombreux et les contrôles très pointilleux. Nous avons rejoint la Moldavie, puis la Roumanie et, ensuite, j'ai laissé ma voiture pour prendre l'avion et rejoindre Genève, 22 jours après. Mon mari, lui, est parti à l'ouest du pays, à Lviv, à 700 km de chez nous. Nous avons raconté à notre fils que tout cela était un jeu: que nous devions partir à la découverte de plusieurs nouveaux endroits pendant que les hommes restaient pour s'entraîner. Il a réclamé de rentrer à la maison, mais on lui a dit que tout cela faisait partie du jeu. C'est dur, mais c'est la seule chose qu'on a trouvée pour le préserver. Il a entendu des bombardements et vu des militaires lourdement armés, mais rien de plus. Quelques jours après notre départ, une bombe tombait à 200 mètres de chez nous, coupant l'arrivée de gaz, et donc le chauffage, dans tout notre quartier.

Qu'avez-vous emporté avec vous?

J'ai eu le luxe de partir avec ma voiture, donc en plus des vêtements, j'ai pu prendre des objets auxquels je tenais: des photos, des peintures, des souvenirs de mes parents, des jouets que ma mère avait fabriqués pour mon fils...

Le reste, je pourrai le racheter au fil du temps. Mais il est vrai que beaucoup de femmes ont quitté le pays avec seulement quelques affaires, car nous pensions tous que ce serait l'histoire de quelques jours, et que les choses reviendraient vite à la normale. Jusqu'à la dernière minute, nous ne pensions pas que ça allait prendre une telle ampleur. D'ailleurs, j'ai toujours du mal à réaliser.

Comment va votre mari?

Aussi bien que possible. Nous avons la chance de pouvoir nous parler souvent, car la connexion est maintenue à Lviv. Il est en vie et en sécurité, c'est tout ce qui compte. Les hommes ne sont pas autorisés à quitter le pays, c'est la loi. Lui n'ayant pas fait son service militaire, il n'a pas été réquisitionné pour aller au combat. Son travail de syndicaliste s'est transformé en travail humanitaire: il vient en aide à la population pour trouver un toit pour dormir, de quoi manger, etc. C'est ce que tous les syndicats ont actuellement: leurs sièges ont été déplacés de Kiev à Lviv et leur mission est devenue humanitaire.

Comment voyez-vous votre avenir proche?

Je vis au jour le jour, je ne fais aucun plan sur le long terme. Nous attendons nos permis S, cela prend un peu plus de temps que prévu. La priorité sera ensuite de quitter notre hôtel pour trouver un appartement, inscrire mon fils à l'école ici et voir comment la situation évolue. Tout ce que je sais, c'est que je ne veux pas revivre ça, donc je ne rentrerai pas à Kiev tant que la situation sur place n'est pas sûre à 100% pour ma famille. Quant à mon travail (Anna Andreeva est en charge des campagnes et des questions de genre pour l'IBB en Ukraine, *ndlr*), l'IBB me permet de l'exercer depuis son siège à Carouge, on attend juste de pouvoir me faire un contrat en bonne et due forme.

Que pensez-vous du soutien de la communauté internationale apporté aux Ukrainiens?

Ça fait chaud au cœur de voir qu'il y a plus de bonnes personnes que de mauvaises! On réalise qu'on n'est pas tout seuls. La Moldavie, qui est un pays très pauvre avec peu de ressources, a mis tout un dispositif en place à la frontière pour nous aider, c'est incroyable comme les choses se sont organisées. Quand je suis arrivée à Genève, j'ai dû aller à la pharmacie pour chercher un lecteur de glycémie à ma belle-mère qui est diabétique. Au fil de la conversation, la pharmacienne a compris que je venais d'Ukraine et elle m'a offert l'appareil, j'ai été très touchée. Est-ce que l'Europe

doit intervenir militairement? Je n'ai pas d'avis sur la question. Je ne sais pas de quelle forme doit être cette aide, mais il faut que cette guerre s'arrête! Jamais je n'aurais pensé vivre cela un jour, et personne ne devrait le vivre.

En tant que Russe vivant en Ukraine, comment vous positionnez-vous?

Il faut savoir que Russes et Ukrainiens cohabitent depuis des décennies en Ukraine, sans aucune haine. A Kiev, on entend parler ukrainien et russe, d'ailleurs nos deux langues sont très proches et nous nous comprenons entre nous. Nous vivons ensemble. Bien sûr, il y a toujours des blagues sur les uns et les autres, mais c'est bon enfant! L'une de mes plus grandes peurs, justement, est de savoir ce qu'il va se passer une fois la guerre finie, pour nos deux communautés. Va-t-elle nous diviser?

Avez-vous gardé des contacts avec la Russie?

Toute ma famille est à Saint-Petersbourg. Ils ont conscience de ce qu'il se passe réellement en Ukraine et ils mesurent l'horreur que nous vivons, mais ce n'est pas le cas de la majorité des Russes de Russie. Le lavage de cerveau, la censure et la répression exercés par Vladimir Poutine sont tels que les Russes pensent réellement que c'est une guerre juste qui a pour seul objectif de ramener la paix et la liberté en Ukraine. J'ai appelé des amis et des collègues sur place qui m'expliquent à moi, qui ai fui mon pays, que les bombardements de civils, ce n'est pas vrai, que ce sont des fake news, et que Poutine ne combat que les «nazis» qui prennent en otage le peuple ukrainien. Je sais, cela paraît incroyable, mais c'est la réalité.

Comment se positionnent les syndicats ukrainiens face à cette guerre?

Ils la voient comme une agression, évidemment, et ils demandent qu'elle s'arrête. Ce qui a été dur pour nous, c'est de voir la Fédération des syndicats indépendants de Russie, successeur des syndicats officiels de l'ère soviétique, soutenir cette guerre sur la place publique avec des banderoles.

Quelle est leur mission aujourd'hui?

Humanitaire, comme je le disais plus haut, mais pas seulement. Ils ont dû se battre pour obtenir que les salaires de février soient payés, car de nombreux employés ont arrêté le travail le 24 février et n'ont pas reçu leur paie. Par ailleurs, un autre dossier est brûlant. Depuis son élection, Volodymyr Zelenski tente de réformer la Loi sur le travail. Cette réforme comprend notamment une libéralisation totale de la loi, une limitation du rôle des syndicats et un affaiblissement des droits des travailleurs. Sa première tentative a échoué, mais il est revenu à la charge et le Parlement vient d'adopter le projet de loi, en pleine guerre. Quant à la reconstruction du pays, ce sera un défi énorme dans lequel les syndicats auront un rôle central à jouer.

Avez-vous ressenti une solidarité dans le monde syndical?

Une solidarité syndicale énorme s'est mise en place à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Beaucoup d'argent a été envoyé en Ukraine mais aussi aux pays voisins comme la Roumanie et la Pologne pour les soutenir dans l'accueil des réfugiés. Des vêtements, des couvertures, de la nourriture, des médicaments et des biens de première nécessité ont été acheminés aux frontières. Des syndicats polonais ont affrété des bus depuis la frontière ukrainienne. Les syndicats internationaux essaient de rester en contact direct avec les syndicats ukrainiens quand la connexion internet le permet, de communiquer via Skype ou Zoom pour montrer qu'ils sont là, en soutien. Grâce à mes contacts syndicalistes en Europe, j'ai pu orienter ma voisine à Kiev, mère célibataire partie en Italie qui était complètement perdue, vers un parti qui a mis en place tout un réseau d'aide pour les réfugiés. De la même façon, un camarade d'université vivant à Berlin a pu trouver un toit à des amis exilés en Allemagne, c'est fabuleux! ■

Le négoce, un des nerfs de la guerre

Une manifestation contre la guerre en Ukraine s'est invitée au Forum sur le négoce des matières premières à Lausanne. L'occasion de rappeler que la Suisse est une plaque tournante du secteur

Textes Aline Andrey
Photos Olivier Vogelsang

Lausanne, 22 mars, le parc de Milan se pare de jaune et de bleu, de pancartes pour la paix et contre la guerre, en différentes langues. «Je m'adresse aux traders, c'est pourquoi ma banderole est écrite en anglais. Nous sommes tous concernés par cette guerre déclenchée par Poutine», explique un pharmacien à la retraite, venu manifester en marge du sommet organisé par le *Financial Times*, qui réunit les plus grands négociants de matières premières au Beau-Rivage Palace du 21 au 23 mars. Cette année, ils sont 400 environ, autant que les manifestants. Avant que ces derniers ne se mettent en marche, Hanna, du comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposants russes à la guerre, rappelle au micro le besoin

de soutiens financiers pour l'organisation d'un convoi humanitaire afin d'acheminer des médicaments. Plus largement, elle souligne l'importance de bloquer les avoirs des oligarques russes et de stopper l'achat de gaz et de pétrole à la Russie. Aux côtés de nombreuses Ukrainiennes et Ukrainiens, dont des enfants, quelques Syriens brandissent aussi leur drapeau, meurtris par le même ennemi. «Poutine, assassin!» hurle la foule.

À BAS LES PROFITEURS DE GUERRE!

Tout au long du cortège, des messages retentissent: «A bas, à bas, les profiteurs de guerre, les spéculateurs sur les matières premières!» Un ancien trader souligne: «Le négoce sur les matières premières et la guerre sont étroitement liés. Gazprom et les intérêts du Kremlin sont interdépendants, comme le montre le dernier livre de

Mickaël Correia, *Criminels climatiques*».

A quelques pas du Beau-Rivage, plusieurs intervenants du comité de solidarité, s'insurgent: «L'Europe verse 700 millions d'euros chaque jour à la Russie pour son gaz et son pétrole. Cet argent finance la guerre!» «Pollution, famines, blanchiment d'argent, extractivisme, prédateurs... bienvenue au Commodities Global Summit organisé par le *Financial Times*», dénonce un militant du collectif Stop Pillage* qui rappelle que, depuis une décennie, les plus grandes sociétés de négoce de matières premières se retrouvent à Lausanne chaque année.

Car si la Suisse n'a ni accès à la mer ni champs pétrolifères, un tiers des céréales et un tiers du pétrole mondial y est négocié – dont 80% de l'or noir russe. Sur l'Arc lémanique, à Zoug, à

Saint-Prex ou à Lugano, des multinationales profitent des largesses fiscales, alors même que, pour donner seulement quelques exemples, Glencore, Trafigura, Vitol, Gunvor ou Vale sont mêlés à des scandales de violation de droits humains et environnementaux. Et l'activiste d'ajouter: «Les capitalistes, les affameurs savent profiter de la guerre!» En guise de conclusion à la mobilisation, de nombreux manifestants ont entonné l'hymne ukrainien, vibrant hommage au peuple et à ses héros. ■

* Anciennement Collectif contre la spéculation sur les matières premières soutenu par des associations, des ONG, des partis et des syndicats, qui a organisé depuis 2013 des contre-forums (stop-speculation.ch).



Quelque 400 personnes ont pris part à la manifestation.



Des Ukrainiennes témoignent

«Je suis partie le premier jour de la guerre. J'ai entendu le sifflement des avions de guerre, le bruit des bombes, puis mes voisins ont frappé à ma porte. Il était 5h30. Ils m'ont dit: «Viens! Il faut partir!» Tenant un drapeau jaune et bleu, Tetiana, avocate à Kiev, réfugiée depuis quelques semaines à Genève, raconte son exil, mais surtout le combat de son peuple: «Mon frère se bat là-bas. Il était dans les défenses territoriales pour protéger nos maisons, notre quartier. Il va bientôt entrer dans l'armée régulière. Nous voulons sauver notre pays, notre liberté d'expression, avoir un futur. Nous ne ferons jamais partie de la Russie. La liberté va gagner!» Les manifestations comme celle d'aujourd'hui à Lausanne sont essentielles selon elle: «D'ici, je veux soutenir mon pays, influencer le peuple russe pour qu'il se soulève contre Poutine. Un Russe sur dix a de la famille en Ukraine. Personne ne veut tuer ses frères.» Elle en appelle à davantage de soutien des Européens sans attendre. «Les multinationales doivent cesser de travailler avec la Russie. Ce n'est pas seulement notre guerre, c'est aussi la vôtre.» A ses côtés, Alona qui travaillait dans l'hôtellerie en Ukraine, a fui les premiers jours de la guerre avec sa fille Veronica. Celle-ci a commencé l'école dès son arrivée. «C'était vraiment très très très bien», dit-elle en anglais avec un sourire radieux. Toutes deux sont extrêmement reconnaissantes envers leur famille d'accueil à Genève. Mêmes remerciements du côté de Ksusha, 22 ans, dont les parents se trouvent encore en Ukraine. «Ma mère continue de travailler tous les jours à la gare pour permettre aux gens de partir. Mon père, lui, est handicapé. Ils ont décidé de rester à Vinnytsia, mais m'ont forcée à partir. Je suis maîtresse de français. Ici, je peux être utile pour traduire et informer.» ■

«LA SUISSE A UNE RESPONSABILITÉ ÉNORME»

Fin février, Public Eye appelait le Gouvernement suisse à prendre des mesures fortes en vertu de son rôle de plaque tournante des hydrocarbures et des céréales russes, dont les trois quarts sont négociés depuis Genève ou Zoug. «Trafigura et Vitol sont des partenaires stratégiques de la société d'Etat Rosneft. Ils ont récemment pris des parts dans un projet pétrolier très controversé en Arctique. Quant à Gunvor, longtemps le trader favori du Kremlin, il joue toujours un rôle important dans le négoce du pétrole et du gaz russes», dénonce l'ONG.

Le 22 mars, Angela Mattli, membre de la direction de Public Eye, rappelait lors de la manifestation pour la paix à Berne que «la Russie gagne chaque année plus de 200 milliards de francs grâce à ses exportations de pétrole et de gaz... dont 80% sont négociés en Suisse». L'ONG en appelle à un embargo international sur l'importation

et le commerce de pétrole et de gaz russes, à la transition énergétique et à la création d'une autorité de surveillance spécifique pour les marchés de matières premières. Car, jusqu'à présent, «les banques suisses ne s'intéressent pas vraiment à l'identité des personnes dont elles accueillent l'argent. Les cabinets d'avocats n'ont pas à regarder de trop près pour qui ils créent des sociétés boîtes aux lettres ou des trusts. C'est le *deal*. Et c'est ainsi qu'un minuscule pays est devenu un géant en matière d'influence. La «petite» Suisse a donc une responsabilité énorme». De surcroît, selon la spécialiste «La Suisse profite des fonds colossaux d'oligarques corrompus et du négoce de matières premières russes». Et contribue ainsi à alimenter le trésor de guerre de Poutine... ■

Ex-militaires pour Israël devenus porte-paroles pour la paix

C'est au cours de leur service militaire que Rebecca Strober et Ori Givati ont pris conscience des violences infligées à la population palestinienne. L'ONG Breaking the Silence, invitée pour une série de conférences en Suisse, a récolté 1300 témoignages similaires

Roderic Mounir et Laura Drompt

«C'est le silence le plus assourdissant que j'aie entendu.» On sent chez Rebecca Strober l'urgence de témoigner. En 2014, alors que l'opération «Bordure protectrice» faisait rage dans la bande de Gaza*, cette ancienne instructrice de tir dans l'infanterie israélienne répondait au standard de l'ONG Gisha, qui protège la liberté de circulation des Palestiniens dans les territoires occupés par Israël. D'un jour à l'autre, le téléphone s'est tu. Plus aucune demande de visa étudiant, de visite à la famille ou d'accès à une clinique. C'est le délice: réserviste, Rebecca Strober écrit à son commandant pour lui signifier qu'elle ne donnera plus suite à aucune convocation. De quoi risquer la prison. Aujourd'hui, elle donne des conférences en Israël et dans le monde pour dénoncer la colonisation, son impact sur les populations civiles et sur les soldats eux-mêmes.

ENFANCES MARQUÉES PAR LA GUERRE

Depuis 2004, Breaking the Silence (Briser le silence) collecte les témoignages des *refuzniks*, ces réfractaires au service dans les territoires occupés. Début mars, cinq conférences-débats ont permis au public suisse d'entendre ces voix à Zurich, Berne, Fribourg, Neuchâtel et Genève. Le duo qui s'exprime est rodé, la parole est claire, le récit percutant. «Israël-Palestine»: ce conflit souvent présenté comme inextricable et complexe à l'heure des journaux télévisés trouve ici un éclairage cru, sans cillères.

Ori Givati, lui aussi ancien soldat, raconte ce à quoi il a assisté au quotidien: «Mains sur le mur, tête baissée: les enfants palestiniens d'Hébron "jouent" à la fouille, tant ils ont vu ces scènes se dérouler sous leurs yeux.» Les diapositives projetées sur grand écran montrent ces garçons âgés d'à peine 8 ou 9 ans. Certains seront peut-être arrêtés de nuit, chez eux, sous les cris de leur mère. Ori Givati décrit la terreur des familles palestiniennes. Aidez-nous, agissez. En faisant cela, contrairement à ce que notre gouvernement affirme, vous n'allez pas contre Israël. La colonisation n'améliore pas notre sécurité, au contraire.» Le discours de Rebecca Strober et Ori Givati peut sembler radical, il est à la hauteur de la violence à laquelle ces *refuzniks* ont été confrontés sur le terrain. ■

VIBRANT APPEL À LA FIN DE L'OCCUPATION

A Genève, une participante saisit le micro: «J'ai une amie israélienne qui est angoissée à l'idée que ses enfants commettent des atrocités.» Une crainte omniprésente dans un pays où hommes

et femmes sont appelés à servir respectivement durant trois et deux ans sous les drapeaux. Leur première mission, soulignent les deux vétérans, est de protéger les 400 000 colons israéliens qui coexistent difficilement avec 2,6 millions de Palestiniens en Cisjordanie. «On doit donner l'impression qu'on est partout, que les Palestiniens pourront être contrôlés à tout moment, de jour comme de nuit. Une mission impossible à assurer de manière non violente. Seule la fin de l'occupation peut régler ce dilemme moral.»

TRAITRES À LA PATRIE?

Face à ce qui s'apparente à des châtiments collectifs, contraires au droit international, Breaking the Silence compte sur le réveil des consciences. L'assistance interroge: après dix-huit ans d'activisme, comment l'organisation est-elle perçue? Comme des gauchistes, des traitres à la patrie? «Ce problème concerne tout le monde. L'occupation nous fait du mal aussi. Militarisme, violence, racisme, discriminations... Comment faire fonctionner une démocratie quand une occupation et des violations des droits humains ont lieu à quelques kilomètres de la Knesset (le Parlement israélien, *ndlr*)?»

Pour Breaking the Silence, le soutien international peut contrebalancer les campagnes de dénigrement et la surveillance qui ciblent le mouvement. «Il y a quelques années, la société civile nous écoutait, les gens voulaient comprendre, il y avait des expos, des débats. Les 60 premiers *refuzniks* ont même été auditionnés à la Knesset, chose impensable aujourd'hui.» Plus de 1300 soldats et soldats ont témoigné à ce jour. Breaking the Silence montre qu'il est possible de briser un tabou, de participer à un mouvement citoyen sans se laisser intimider.

Le message de fin est sans ambiguïté: «Dans un monde globalisé où la Suisse est un partenaire privilégié d'Israël, vous aussi avez une responsabilité envers la population palestinienne. Aidez-nous, agissez. En faisant cela, contrairement à ce que notre gouvernement affirme, vous n'allez pas contre Israël. La colonisation n'améliore pas notre sécurité, au contraire.» Le discours de Rebecca Strober et Ori Givati peut sembler radical, il est à la hauteur de la violence à laquelle ces *refuzniks* ont été confrontés sur le terrain. ■

* Ces raids déclenchés par Israël face aux tirs de roquettes du Hamas et de groupes djihadistes ont duré 50 jours, tuant 2200 Palestiniens et 73 Israéliens, causant des destructions massives à Gaza.

Pour plus d'informations, aller sur: breakingthesilence.org.il



«Mains sur le mur, tête baissée: les enfants palestiniens d'Hébron "jouent" à la fouille, tant ils ont vu ces scènes se dérouler sous leurs yeux», a témoigné Ori Givati, ancien soldat israélien.

DES REVALORISATIONS SALARIALES POUR LES PEINTRES JURASSIENS

La nouvelle CCT couvrant la plâtrerie-peinture dans le Jura va augmenter les salaires effectifs de 150 francs tout en permettant de mieux accorder travail et vie privée

Jérôme Béguin

Une nouvelle Convention collective de travail (CCT) s'appliquera à la branche de la plâtrerie-peinture en Suisse alémanique, dans le Jura et au Tessin. Après six tours de négociations, les partenaires sociaux ont conclu un accord le 9 février pour renouveler cette CCT bénéficiant à quelque 15 500 peintres et qui couvre le canton du Jura et le Jura bernois. La conférence professionnelle d'Unia a approuvé le résultat des négociations le 19 février et, mardi dernier, ce fut le tour de l'Association suisse des entrepreneurs plâtriers-peintres. Le nou-

veau texte sera valable trois ans et entrera en vigueur lorsque le Secrétariat d'Etat à l'économie aura prononcé une déclaration de force obligatoire de la CCT. Soit au plus tard à l'automne, juge Bruna Campanello, membre du comité directeur d'Unia. «Les négociations ont été très difficiles, ne cache pas la responsable du secteur Arts & métiers du syndicat. Nous sommes toutefois parvenus à augmenter les salaires minimums et mensuels, ainsi qu'à réglementer le travail à temps partiel. En Suisse alémanique, il y a beaucoup de femmes travaillant dans la peinture, mais qui sont poussées à quitter la branche au bout

de quelques années en raison des difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale. Désormais, le taux d'occupation et des jours de travail fixes seront précisés dans le contrat de travail. Il n'y aura plus de travail sur appel. Ces nouvelles conditions d'engagement ne concernent pas uniquement les femmes ni la famille, les hommes aussi pourront en profiter pour concilier, par exemple, formation ou sport. C'est un pas en avant.» En permettant de mieux accorder travail et vie privée, la CCT fait figure de pionnière dans les métiers de la construction.

HAUSSE GRADUELLE

Sur le plan des rémunérations, les salaires effectifs seront graduellement augmentés de 150 francs par mois d'ici à 2025, alors que les salaires minimums progresseront de 75 à 100 francs, suivant la catégorie, d'ici à cette date. Une nouvelle règle pour l'indemnité journalière de maladie entraînera, en outre, une hausse salariale indirecte puisque désormais les employeurs prendront en charge le paiement de la moitié de la prime. Quant au congé paternité, il sera indemnisé à 100%. Par contre, l'indemnité pour le repas de midi ne sera pas revalorisée. Et le temps de déplacement non rémunéré jusqu'à 35 minutes ne sera pas supprimé. Il s'agissait de deux revendications des travailleurs. Les partenaires sociaux ont cependant convenu que d'ici à fin 2023, la Commission professionnelle paritaire centrale dans l'industrie de la peinture et de la plâtrerie rédigera des recommandations sur l'indemnité pour le repas de midi et sur la manière de documenter le temps de déplacement, qui seront reprises dans les négociations de la prochaine CCT. ■



NEL LABRADOR/ARCHIVES

«Désormais, le taux d'occupation et des jours de travail fixes seront précisés dans le contrat de travail. Il n'y aura plus de travail sur appel» a souligné Bruna Campanello, membre du comité directeur d'Unia.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.
Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.
Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.
Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

CHALET DE L'ENTRAIDE OUVRIÈRE DE LA GRUYÈRE
Convocation - Invitation à l'assemblée annuelle
Aux membres Unia, de Syndicom, du SEV, du SSP, de l'USF et du PS La Gruyère. L'assemblée annuelle du Chalet de l'entraide aura lieu le vendredi 22 avril à 20h heures dans ses murs, à Le Pâquier-Montbarry.
Ordre du jour: **1.** Bienvenue et liste de présence. **2.** Procès-verbal de l'assemblée du 29 mars 2019. **3.** Rapport du comité (2019-2020-2021). **4.** Rapport du caissier (2019-2020-2021). **5.** Rapport des vérificateurs, approbation des comptes (2019-2020-2021). **6.** Renouvellement des statuts de l'Entraide. **7.** Nominations statutaires. **8.** Approbation du budget. **9.** Activités et travaux 2022: chalet, route des Cavues, source, dépliant publicitaire, etc. **10.** Divers.
Les propositions et amendements à l'ordre du jour doivent parvenir au comité 5 jours ouvrables avant la tenue de l'assemblée.
Au vu des nouveaux statuts à adopter (point 6), chaque fédération délègue un nombre de délégués et délégués en fonction de ses effectifs (La Gruyère) (selon statuts 2022. PS: 5 délégués; Unia: 19; Syndicom: 4; SEV: 2; SSP: 2; USF: 1. Total: maximum 35 délégués.
A l'issue de l'assemblée, nous aurons le plaisir de vous servir une collation. Les délégués empêchés voudront bien se faire remplacer vu l'importance du point 6. Merçi.

Au nom du Comité : Raymond Remy, président
Transport, excuse: 026 912 56 91 ou 079 944 85 ou raymond.remy@websud.ch
PERMANENCES
Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch
En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT
Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.
CAISSE DE CHÔMAGE
Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).
Guichets: De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.
Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch
Aucune obligation d'affiliation au syndicat.
PERMANENCE PAPHYRUS
Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS
La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.
Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.
Fleurier, permanences syndicales
Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.
Ouverture du secrétariat
Vendredi de 9h30 à 12h.
Le Locle
Ouverture du secrétariat
Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.
Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

LE LOCLE

JOURNÉE DE RÉFLEXION
Le monde du travail après le Covid
Samedi 2 avril, dès 9h, dans les locaux rue Crêt-Vaillant 19-21 au Locle.
Détails: voir annonce en page 4.

TRANSJURANE

HORAIRES PERMANENCES SYNDICALES
Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.
Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.
Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.
Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.
Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.
PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE
Attention, les horaires sont modifiés depuis le 1^{er} mars. En cas de question, appeler le 058 332 11 32.
Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

VOUS AVEZ DES DROITS@

ABSENCES DE COURTE DURÉE PAYÉES POUR LA PRISE EN CHARGE D'UN PROCHE

Il est question aujourd'hui de présenter le nouveau congé payé légal de prise en charge de proches (art. 329h CO). Ce congé est ouvert à tout salarié ou toute salariée, peu importe son domaine d'activité ou sa profession. Trois conditions doivent être réunies pour bénéficier de ce type de congé, il faut premièrement qu'il s'agisse de la prise en charge d'un membre de sa famille ou de son partenaire (1), deuxièmement, que celui-ci soit atteint dans sa santé (2) et, troisièmement, que sa prise en charge soit nécessaire (3).

- 1. Prise en charge d'un membre de la famille ou du partenaire**
Sont assimilés aux membres de la famille: les parents de ligne ascendante ou descendante (autrement dit parents, enfants, grands-parents) ainsi que les frères et sœurs. S'y ajoutent le conjoint, le partenaire enregistré ou encore les beaux-parents. Entre également en compte le partenaire de vie, si ce dernier fait ménage commun avec l'employé ou l'employée depuis au moins cinq ans sans interruption.
- 2. Atteinte à la santé**
Sont entendus par atteinte à la santé non seulement les cas de maladie ou d'accident, mais aussi les cas de handicap par exemple. Il revient à l'employé de prouver l'existence d'un problème de santé du membre de sa famille ou de son partenaire. L'employeur peut exiger un certificat médical (voir art. 36 al. 3 LTr), condition qui devrait également, le cas échéant, figurer dans le règlement du personnel de l'entreprise et/ou dans le contrat de travail.
- 3. Nécessité?**
La nécessité de la prise en charge dépend, entre autres, de la possibilité éventuelle pour d'autres personnes de l'entourage d'assumer la prise en charge. L'obligation de continuer à verser le salaire de la part de

l'employeur perdure en outre uniquement jusqu'à ce qu'une solution de remplacement appropriée ait pu être trouvée, dans le cas d'un enfant malade/accidenté, ou alors jusqu'au moment où la prise en charge en tant que parents ne soit plus considérée comme nécessaire pour des raisons médicales.
Les solutions de remplacement envisageables incluent notamment l'implication d'autres membres de la famille disponibles ou des offres de décharges des différentes organisations disponibles dans votre région.
Le congé de courte durée dont l'employé peut bénéficier ne peut excéder trois jours par événement et dix jours au maximum par année de service. En cas d'année de service inférieure à douze mois, le droit maximal annuel doit être réduit *au prorata*. La limite supérieure de dix jours ne s'applique pas pour la prise en charge des enfants. Cela signifie que si un enfant est malade/accidenté à plusieurs reprises durant l'année et que cela dépasse dix jours, le parent ne peut pas se retrouver sans salaire.
Durant ces congés de courte durée, l'employé continue à percevoir de la part de son employeur l'intégralité du salaire convenu par contrat.

Vous êtes dans cette situation, quelles démarches sont à entreprendre? Contactez votre employeur, expliquez-lui la situation, faites-lui part des solutions de remplacement recherchées et, le cas échéant, si votre contrat de travail le prévoit, ou votre employeur vous le demande, transmettez-lui un certificat médical.
Ce que vous devez encore savoir: Vous n'êtes pas protégé contre les licenciements durant ce type de congé. Cela veut dire que votre employeur peut résilier votre contrat pendant que vous êtes en congé octroyé pour vous occuper d'un proche atteint dans sa santé. ■

Virginie Ribaux, juriste à Unia Neuchâtel

Une question sur vos droits en matière de travail ou d'assurances sociales?
N'hésitez pas à nous écrire à redaction@evenement.ch

lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.
Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.
Horaires téléphoniques:
Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.
Lundi après-midi de 13h30 à 17h.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.
Mercredi après-midi fermé.
Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier
En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil **sans-emploi.ch**. L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

LAUSANNE

GROUPE DES RETRAITÉS
Invitation à l'assemblée générale
Le comité du groupe d'intérêts invite tous les retraités ou pré-retraités de la section de Lausanne à participer à l'assemblée générale statutaire du groupe qui aura lieu: **le mercredi 30 mars à 14h** (ouverture des portes à 13h45) à la Maison du peuple, salle Jean-Villard Gilles, place Chauderon 5 à Lausanne. A l'ordre du jour: **1.** Salutations et communications. **2.** Interventions du président et du coordinateur du secrétariat. **3.** Nomination du nouveau comité. **4.** Nomination du président. **5.** Activités 2022. **6.** Divers.
Une verrée sera servie après l'assemblée.
Nous comptons sur votre présence à toutes et à tous et vous présentons nos cordiales salutations.
Pour le comité: Luigi Gilardon, président.

HORAIRES DES SECRÉTARIATS
Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.
Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont

«LES MAÇONS SONT CONVAINCUS DE L'UTILITÉ DE LA LUTTE COLLECTIVE»

Deux cent cinquante travailleurs ont participé samedi à Olten aux états généraux de la construction organisés par Unia

Propos recueillis par Jérôme Béguin

Samedi à Olten, Unia organisait des états généraux de la construction. Les maçons sont appelés à se mobiliser pour défendre leurs conditions de travail et d'engagement. Les négociations pour le renouvellement de la Convention nationale du secteur principal de la construction ont en effet débuté le 28 février et elles s'annoncent difficiles. Les explications de Simon Constantin, membre de la direction du secteur construction d'Unia.

QUESTIONS RÉPONSES

Comment se déroulent les négociations et la campagne pour le renouvellement de la Convention nationale?

Pour le moment, les représentants de la Société suisse des entrepreneurs nous proposent des semaines de travail à cinquante heures et moins de salaire... Pour les travailleurs que nous rencontrons sur les chantiers et



THIERRY PORCHET

Les maçons ont organisé une action symbolique sur le pont de la gare d'Olten, illustrant leur détermination à lutter pour de meilleures conditions de travail et une bonne convention.

les 250 maçons réunis samedi à Olten, c'est un grand «non». L'année passée, nous avions réalisé un sondage auprès de 15 000 travailleurs de la construction dans lequel ils avaient pu exprimer leurs principales préoccupations; il en était ressorti, dans les grandes lignes, une demande de plus de protection et la fin du vol des heures. Soit notamment des règles claires lors d'intempéries, une meilleure protection des travailleurs âgés et le paiement intégral des temps de déplacement. Il n'est pas normal que les maçons offrent chaque jour 30 minutes de déplacement à leurs patrons. Nous avons présenté les résultats de notre grand sondage et posé nos revendications lors de la première ronde de négociations avec les représentants des employeurs, mais

nous avons l'habitude que les patrons ne commencent à négocier que lorsqu'ils voient des travailleurs dans la rue. C'est pourquoi, la prochaine étape est une grande manifestation des travailleurs de la construction le 25 juin à Zurich.

Et si les employeurs ne veulent pas entrer en matière sur ces revendications?

En 2018, une manifestation n'avait pas suffi, les travailleurs avaient dû mener des journées de protestation à l'automne pour défendre leur retraite à 60 ans.

Les militants sont-ils combattifs?

Des grandes assemblées ont déjà eu lieu dans la plupart des régions et le message est clair: nous sommes prêts

à lutter pour nos droits. Les 250 maçons qui se sont réunis à Olten étaient aussi très combattifs. Les maçons sont des gens convaincus de l'utilité de la lutte collective, qui savent qu'ils ont les cartes entre leurs mains pour défendre leurs conditions de travail.

Au sein de groupes de travail, ils ont pu discuter samedi de ce qu'ils pouvaient faire durant la campagne. Mener une campagne de terrain portée par les travailleurs est un élément central pour nous. Il faut que les militants disposent des armes pour motiver leurs collègues et construire cette unité nécessaire au mouvement. ■



Les participants ont discuté du renouvellement de leur Convention. Débutées le 28 février dernier, les négociations s'annoncent difficiles.

Un 1^{er} Mai sous le signe de la «désobéissance légale»

A Genève, le comité d'organisation du 1^{er} Mai a décidé de ne pas demander l'autorisation pour son traditionnel cortège. Son but? Dénoncer les entraves au droit fondamental de manifester

Manon Todesco

«Les entraves au droit de manifester se sont multipliées ces dix dernières années à Genève», constate Davide De Filippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). C'est pourquoi, cette année, le comité d'organisation du 1^{er} Mai a refusé de déposer une demande d'autorisation pour son traditionnel cortège aux autorités compétentes. «Ce ne sera pas une manif sauvage pour autant», rassure-t-il, lors d'une conférence de presse. Un courrier est parti le 22 mars pour annoncer la tenue de la manifestation du 1^{er} Mai et donner le parcours. «Nous estimons ne pas avoir à demander l'auto-

risation pour exercer notre droit le plus fondamental», souligne le syndicaliste. Pour donner brièvement le contexte, une importante révision de la Loi sur les manifestations sur le domaine public (LMDPu) a eu lieu en 2012. Et son article 3 stipule que toute manifestation sur le domaine public doit être soumise à une autorisation préalable délivrée par le Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé. Des sanctions sont aussi prévues, à savoir des amendes allant jusqu'à 100 000 francs pour l'organisateur. «C'est le régime le plus restrictif», indique M^e Raphaël Roux, avocat et membre de la Coordination genevoise pour le droit de manifester (CGDM). «En France et en Espagne, on se contente simplement

d'annoncer les manifestations. Alors qu'en Allemagne, aucune notification ni autorisation formelle n'est requise.» Le Conseil de l'Europe, notamment à travers la Commission de Venise, encourageait déjà en 2010 les pays dotés d'un régime d'autorisation à modifier leur droit interne de manière à se contenter d'une notification préalable, au motif qu'un régime de demande d'autorisation risque de se prêter davantage à des abus.

CHANGER LE CADRE LÉGAL

Dans ce cadre, la CGDM, qui a produit deux rapports depuis 2019, soutient activement la démarche de «désobéissance légale» du comité du 1^{er} Mai. «Ce n'est pas un caprice mais un constat avéré qu'il y a une régression du droit à la liberté de réunion pacifique à Genève», poursuit M^e Raphaël Roux. Prenons par exemple la facturation d'émoluments administratifs allant jusqu'à 500 francs depuis 2019 pour toute manifestation non déclarée 30 jours avant. En mettant en place ce genre d'entraves, on dissuade la population de manifester. L'avocat l'illustre avec le cortège en hommage à la suite du suicide d'Ali Reza au Foyer de l'Etoile en 2019, autorisé mais facturé 500 francs, car le délai ne respectait pas les 30 jours et «nul motif d'urgence» n'avait été établi. «Nous avons fait recours et cela a été annulé. On se rend compte que, lorsqu'on porte ces cas devant la justice, les décisions du département sont cassées. Mais cela a un coût qui va bien au-delà des 500 francs demandés...»

Voilà pourquoi la CGDM se bat pour tenter de modifier le cadre légal, notamment en demandant l'abrogation

des émoluments pour les manifestations à caractère idéal. «Pour l'heure, le Conseil d'Etat refuse d'entrer en matière et nous traite avec mépris.»

EXEMPLES À LA PELLE

Les différentes organisations politiques, syndicales et associatives ne comptent plus les entraves et les «chicaneries» plus ou moins directes au droit de manifester vécues ces dernières années. Contraventions pour avoir dépassé de quelques mètres le périmètre donné, poursuites pénales pour défaut d'autorisation lors de conférence de presse, intimidations, fichage de manifestants, changement de parcours, etc. Françoise Nyffeler, membre du collectif Grève féministe à Genève, revient sur cette conférence de presse organisée sur la place Bel-Air en vue du 8 mars 2021. «Nous étions une dizaine de personnes et, afin de respecter les mesures sanitaires telles que la distanciation sociale, nous avons convoqué cette conférence à l'extérieur. La police est venue et nous a dit que c'était scandaleux. Nous avons ensuite reçu une amende pour avoir manifesté sur l'espace public sans autorisation.» Et d'insister sur la lourdeur administrative de ces autorisations. «La personne référente prend la responsabilité de l'événement et donc le risque d'être sanctionnée personnellement. Sans parler de l'organisation de la manifestation avec les autorités, auprès de qui nous devons littéralement négocier chaque rue empruntée et se justifier sur tout, c'est très lourd comme processus!»

Tobia Schnebli, militant – entre autres – du GSsA, était présent lors de la toute première protestation contre la guerre en Ukraine. «Nous étions sur la place des Nations et, à la fin, une centaine de personnes a voulu se rendre devant la Mission permanente de la Russie toute proche, juste pour dérouler quelques banderoles. Les forces de l'ordre nous en ont empêchés.» Une demande d'autorisation en bonne et due forme a été reformulée ultérieurement. «Cela a été refusé au motif de la Convention de Vienne de 1815 qui interdirait les manifestations devant les ambassades. On a finalement réussi à négocier pour se mettre sur le trottoir d'en face, escortés par une police lourdement armée. Les réfugiés ukrainiens présents étaient sous le choc d'un tel dispositif pour une manifestation pacifique.»

Davide De Filippo, lui, se rappelle du refus d'une manifestation classique pendant la pandémie au profit d'une manifestation statique, imposée par Mauro Poggia, «alors que les rues étaient bondées de monde, car les magasins avaient rouvert».

PRÊTS À RÉTORQUER

Le comité du 1^{er} Mai appelle le Conseil d'Etat, majoritairement de gauche, à prendre connaissance de cette décision sans s'y opposer. «Si les autorités devaient faire acte de sanctions, nous ferions recours en justice et nous sommes assez confiants quant à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme», expose M^e Raphaël Roux. Le Conseil d'Etat ne devrait pas tarder à réagir. ■



«Les entraves au droit de manifester se sont multipliées ces dix dernières années à Genève», a dénoncé la Communauté genevoise d'action syndicale.

OLIVIER VOGELSANG

Sonya Mermoud

Photos Thierry Porchet

C'est une jolie épicerie, bien achalandée, que rien ne distingue d'une autre enseigne. Rien, à la différence que les produits vendus dans cet espace de quelque 110 m² coûtent nettement moins cher que dans les autres magasins pour les personnes confrontées à la précarité. Ouvert à Sion à la mi-décembre par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (Oseo), Obonmarché s'adresse directement aux bénéficiaires de l'aide sociale et des prestations complémentaires ainsi qu'à ceux relevant du domaine de l'asile.

Une retraitée pousse la porte, accompagnée de son fils. Tirant son caddie, elle évolue entre les rayons, compare les prix, sélectionnant avec soin ses denrées en fonction de son budget. «Je viens de toucher ma rente AVS. Cette épicerie, c'est vraiment une bonne idée. On peut faire de bonnes affaires», affirme l'acheteuse, un large sourire illuminant son visage. «Vous connaissez cette salade grecque? Délicieuse. Il y en a une autre dans la même gamme, mais trop chère pour moi. Je reviendrai le mois prochain, poursuit-elle, reposant à regret la marchandise vantée. A côté, un couple d'origine étrangère termine ses emplettes. Arrivé à la caisse, il présente la carte l'identifiant comme usager, délivrée à tous les ayants droit, et s'apprête à s'acquitter du montant dû. Inquiète du total, l'épouse retire néanmoins à la dernière minute deux produits du panier. Chaque franc compte, malgré des tarifs préférentiels.

ACCUEILLANT ET ÉLÉGANT

«Les prix pratiqués se révèlent entre 25% et 70% inférieurs à ceux du marché», chiffre Guillaume Sonnat, une des chevilles ouvrières de l'initiative. Et le responsable du secteur Adultes à l'Oseo, d'expliquer les raisons qui ont conduit à l'ouverture d'Obonmarché: «La crise sanitaire a mis en lumière et accentué une précarité méconnue, dont de nombreuses "petites mains" que la pandémie a fait basculer dans la pauvreté. L'Oseo, avec le soutien des autorités, a souhaité à travers cette épicerie épauler les personnes vulnérables. Un complément aux prestations existantes.» Particulièrement bienvenu. Plusieurs dizaines de clients – «Un nombre qui ne cesse de croître» – fréquentent déjà chaque jour l'agréable magasin. «Nous avons eu à cœur de créer un espace accueillant et élégant, avec des marchandises de qualité et un choix varié. Une manière aussi de rendre de la dignité aux bénéficiaires.» Pour favoriser le vivre-ensemble, les collaborateurs de l'Oseo et ses membres peuvent également s'approvisionner dans le commerce, mais alors aux prix usuels. L'épicerie, première du genre en Valais, a par ailleurs été créée dans un esprit de durabilité, privilégiant une offre locale, de saison, des fruits et des légumes non calibrés et une revalorisation des invendus. «Une trentaine de fournisseurs, sensibles à la cause, collaborent à l'entreprise», ajoute Guillaume Sonnat. Le financement de départ a été assuré par le Service de l'action sociale avec qui l'Oseo a signé un mandat de prestation d'un an et demi. «Nous avons reçu 400 000 francs pour mener à bien le projet, acheter les frigos, les étagères, etc., et constituer le stock de base. Nous vivons l'autonomie.»

«J'AI ENVIE DE CRIER»

Gabriella*, 28 ans, élève seule son petit garçon de 4 ans et demi. Et fait ré-



Le magasin propose des tarifs préférentiels aux bénéficiaires de l'aide sociale et des prestations complémentaires ainsi qu'à ceux relevant du domaine de l'asile.



Une carte, à présenter à la caisse, est délivrée aux ayants droit aux tarifs préférentiels. Plus des deux tiers des produits coûtent 25% de moins que dans un magasin traditionnel. Pour le reste, les rabais peuvent s'élever jusqu'à 70% des prix standards.



BOUFFÉE D'OXYGÈNE POUR LES PRÉCAIRES

Récemment ouverte à Sion, une épicerie solidaire et durable permet aux personnes confrontées à la précarité d'acquérir des produits de qualité à des prix préférentiels. Reportage

gulièrement ses courses à l'épicerie. Elle apprécie le commerce à plus d'un titre: pour son potentiel d'économie, la variété des produits – dont des marques sur lesquelles, ailleurs, elle ne poserait même pas les yeux – et surtout les conseils du personnel. «Génial. On me signale toujours les meilleures affaires», note la jeune femme qui, au grand cœur, souligne encore les possibilités de cadeau de qualité que lui permet désormais Obonmarché. «Quand je suis invitée à un anniversaire, un repas, etc., je peux amener, par exemple, un excellent jus de

fruit.» Ayant interrompu ses études en soins infirmiers incompatibles avec sa situation de maman, Gabriella s'est battue pour maintenir la tête hors de l'eau. Elle a d'abord vécu avec son enfant chez ses parents, puis rejoint la Maisonnée, un foyer pour personnes dans sa situation, avant de disposer, depuis avril 2021, de son propre appartement. Chômeuse en fin de droits, elle termine aujourd'hui un stage à l'Oseo dans la vente de jouets de seconde main et espère trouver un emploi dans le commerce de détail. «Je tourne avec 3000 francs par mois environ. Je suis

un peu une artiste en matière de budget, mais je ne me trouve jamais à découvert», ajoute Gabriella qui, révoltée par les injustices sociales, s'est autrefois engagée en politique. «Face aux disparités grandissantes, avec des pauvres qui le sont toujours davantage et des riches de plus en plus riches, j'ai envie de crier. On a tendance à cacher la misère en Suisse. Même ici, l'épicerie est décentrée, à l'abri des regards. Je n'ai pas honte d'être pauvre pour ma part. Je suis riche d'expériences. Je vis chichement, ma vie est compliquée, la charge mentale pesante, je suis

à deux doigts de l'épuisement, mais je suis heureuse.» Questionnée sur ce qui lui manque le plus, Gabriella répond: «De l'énergie et les moyens de faire, de temps à autre, une excursion en Valais», son canton d'adoption. Quant à son job de rêve, elle se verrait bien devenir enseignante. «J'adore transmettre. J'aimerais bien reprendre des études.»

«ENCORE 50 FRANCS À LA FIN DU MOIS, LE BONHEUR!»

Outre sa vocation d'aide aux plus démunis, Obonmarché a pour mission de favoriser l'insertion professionnelle. Cinq adultes tributaires de l'aide sociale ou issus du domaine de l'asile en profitent. «Ils effectuent des stages pratiques d'un à six mois au maximum qui leur permettent de développer des compétences, de restructurer leur quotidien, d'acquérir une expérience professionnelle. Avec l'idée de les réintégrer dans le marché du travail», note Guillaume Sonnat. Dans cette perspective, un programme personnalisé est établi pour chaque candidat avec son assistant social et un conseiller en insertion. «Un costume trois pièces», illustre le dynamique et enthousiaste responsable, soulignant encore que, au besoin, un formateur d'adultes peut aussi intervenir pour organiser des cours de français, de familiarisation avec les outils informatiques, etc. Depuis janvier dernier, Mélanie*, 30 ans, travaille trois jours par semaine à l'épicerie. La Valaisanne a suivi en France une formation d'etiopsychologie non reconnue dans nos frontières. De retour en Suisse, elle a notamment travaillé comme garde d'enfants, entamé un CFC de gestionnaire de vente arrêté en cours de route ou encore, plus récemment, suivi des cours de massages interrompus par la pandémie. Des problèmes de santé ont largement compliqué le parcours de la trentenaire. Victime d'une relation amoureuse toxique terminée il y a plusieurs années, Mélanie garde les séquelles des coups de son ex-compagnon. «J'espérais pouvoir le changer... J'ai une mâchoire déboîtée, une déviation du bassin, une hernie discale... Mais je suis vivante», raconte la menu jeune femme, qui se plaît beaucoup à l'épicerie. «Top! Une petite structure, une bonne ambiance, beaucoup d'échanges et de partage, un bon encadrement et des denrées de qualité, y compris des produits carnés pour moi qui ai manqué de fer. Et on m'aidera à retrouver du travail à l'issue du stage», résume, souriante, celle qui se débrouille pour survivre avec ses 1067 francs par mois, soit environ 200 francs de plus qu'à l'aide sociale. «J'ai toujours vécu dans la précarité. On s'habitue. On apprend les astuces pour s'en sortir. C'est aussi une chance de savoir se contenter de peu. J'arrive désormais vers la fin du mois avec encore 50 francs dans le portemonnaie. Le bonheur! Le frigo est encore bien rempli et mes deux chats ne manquent de rien.» De son côté, Marc*, 42 ans, a commencé son stage il y a trois jours. Son dos, les muscles de ses jambes le font souffrir après une longue période d'inactivité. Cet ancien vendeur, licencié en 2012 à la suite de son cancer, a effectué depuis différents jobs, en Suisse et à l'étranger. Il rêve aujourd'hui de retrouver un poste fixe dans son domaine. «Parce que j'adore le contact et rendre service. Une vraie motivation pour se lever le matin.» ■

* Prénoms d'emprunt.



«Guillaume Sonnat, responsable du secteur Adultes de l'Oseo, échange avec une des cinq personnes en insertion professionnelle.



L'épicerie solidaire compte quelque 2000 produits alimentaires et d'hygiène.



Plusieurs dizaines de clients dans la précarité fréquentent chaque jour l'épicerie.